

Quoi qu'il en coûte, la France paiera

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 24 septembre 2021

La course à la présidence est lancée, et le gouvernement met les moyens pour la remporter. La recette est simple, et s'appelle « budget de relance et d'investissement », selon les termes employés par le ministre des Finances Bruno Le Maire, à l'occasion de la présentation du budget en Conseil des ministres mercredi 22 septembre.

Baisses d'impôts et dépenses d'investissement sont donc au programme pour les prochains mois, ce qui ne peut que nous alerter tant les chiffres sont vertigineux. Les euros vont être distribués, et très largement. Les dépenses actuellement prévues au budget de l'État devraient fortement progresser l'an prochain, et passer de 11,8 milliards d'euros, à 302,1 milliards. Et cela sans même compter des dépenses supplémentaires, qui n'ont pour l'heure pas encore été prises en compte dans le plan d'investissement.

Tout cela n'est évidemment pas désintéressé. Emmanuel Macron achète la paix sociale, et ses futurs électeurs. Il entretient ses soutiens, à coups de sommes rondellettes. Que penser, ainsi, de l'annonce qui vient d'être faite par Roselyne Bachelot d'un soutien de 30 millions d'euros aux journalistes pigistes, très affectés par la crise, nous assure-t-on ? Nul doute qu'ils sauront, le moment venu, trouver les mots pour assurer le chef de l'Etat de leur gratitude.

Naturellement, cette générosité publique outrageusement assumée nous rend bien incapables d'assurer le remboursement de la formidable dette Covid accumulée dans les derniers mois : la dette de l'État liée à la crise est estimée à 165 milliards d'euros, et doit être amortie sur vingt ans, jusqu'en 2042. « La dette sera remboursée par les fruits de la croissance », nous explique Bercy. Serpent qui se mord la queue. Oui, nous aurons de la croissance, une croissance annoncée à 6 puis 4 %, mais qui ne devra en rien au génie d'Emmanuel Macron. Elle ne sera que la marque des efforts déployés par une économie agonisante pour remonter la pente. Il importe de ne pas se laisser bernier par cet effet de trompe-l'œil.

Dépenses partout, économies nulle part : la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron est en cela dans une sordide continuité avec des décennies de gestion calamiteuse des finances publiques. D'ici 2022, le gouvernement aura supprimé les postes de 1249 fonctionnaires d'Etat, pour l'ensemble de son quinquennat, très loin de la réduction d'effectifs de 50 000 agents de l'État qu'il avait promise et inscrite dans son programme électoral en 2017. « Quoi qu'il en coûte », telle est sa devise, avant comme après la pandémie... Les Français n'ont pas fini de payer l'addition.

Constance Prazel